

LE GRAND DEBAT NATIONAL

Mardi 12 février 2019, Grézieu-la-Varenne

1. Démocratie et citoyenneté

- Rendre le vote obligatoire : les bulletins blancs ne sont pas assez pris en compte, ils devraient être comptabilisés comme des suffrages exprimés, cela permettrait de mieux photographier l'opinion. Il est proposé également en cas de votes blancs majoritaires, de donner de nouvelles propositions aux citoyens et de voter de nouveau.
- Faire davantage participer les citoyens à la prise de décisions : notamment dans les projets locaux, favoriser l'éducation à la nature et à l'environnement ainsi que l'engagement associatif.
- Requalifier le rôle des conseils de développements locaux et permettre à l'environnement, la culture l'économie et le social d'être plus pris en compte.
- Pour ceux qui ont des projets d'initiative locale : proposer des lieux d'échanges pour les petits projets et des réunions avec les élus.
- Plus de rencontres entre les citoyens et les élus pour une meilleure participation à la vie communale.
- Introduire une dose de proportionnalité aux élections avec une prime pour la liste qui arrive en tête.
- Renouer le lien entre les citoyens et les élus.
- Plus de transparence dans les décisions avec un langage plus compréhensif, des décrets d'application des lois promulgués sous 6 mois maximum.
- Possibilité de révocation des élus locaux par referendum réclamé par 20% des inscrits sur les listes électorales.
- Pour les maires des communes de moins de 10 000 habitants ; qu'ils aient une responsabilité morale ou communale et non plus à titre personnel.
- Budget communal en équilibre avec fiscalité pouvant être remis en cause par référendum par 20% des inscrits.
- Rétablir la confiance : inéligibilité des élus en cas d'infraction.
- Bien choisir les thématiques sur lesquelles il est possible de faire un référendum : nous ne pouvons pas remettre en cause systématiquement les décisions prises.
- Une instance de concertation pour les députés : obligés de présenter en amont des lois et de recueillir les idées des citoyens de leur circonscription sur la thématique.
- Voir les élus sur le terrain.
- Arrêter de voter les lois la nuit en présence de seulement 50 députés.

2. La fiscalité et les dépenses publiques

- Réduction des dépenses publiques : abolition des privilèges (cumuls des mandats, primes anciens présidents, primes anciens ministres ...)
- Cumuls de mandats : être payé seulement pour un mandat
- Contrôle des évasions fiscales

- Une fiscalité mieux répartie entre les PME et les grosses entreprises.
- Moins de taxes pour les particuliers.
- Repartir la richesse : réduction de l'échelle des salaires.
- Une grille de salaires pour les élus et les hauts fonctionnaires.
- Supprimer les niches fiscales.
- Augmenter les impôts des plus riches.
- Instaurer une taxation sur les transactions financières.
- Fiscalité aux entreprises : taxer les entreprises sur le lieu sur lequel elles font leurs chiffres d'affaires
- Taxer les carburants de transports aériens et maritimes.
- Suppression de la monnaie virtuelle.
- Rééquilibrer les recettes de la TVA et de l'impôt sur le revenu.
- Baisser le taux de TVA en imposant tout le monde à des taux progressifs et en remontant les taux les plus élevés.
- Plus de justice fiscale.
- Faire contribuer tout le monde de manière visible.
- Mettre l'imposition en fonction de sa nationalité et non en fonction de son lieu de résidence.

3. L'organisation de l'état et des services publics

- Revoir les sites des services publics.
- Proposer une alternative pour répondre à la dématérialisation (permanence physique, bus service public).
- Plus de considération et d'humanité.
- Payer plus d'impôts pour bénéficier des transports en commun gratuits.
- Arrêter la suppression des fonctionnaires à l'école, dans les hôpitaux et les services de police.
- Améliorer le service public : nécessaire de revoir l'organisation des services publics de façon interministérielle.
- Mobilité des fonctionnaires : mutation d'un service à un autre.
- Manque de médecins.
- Surcharge de travail dans les hôpitaux.
- Mettre en place une formule mathématique pour la surcharge de travail dans chaque métier.
- Arrêter la tarification à l'acte.
- Revenir à la décentralisation.
- Rétablir l'instruction civique et la morale laïque : être responsable de ce qui se passe dans notre pays, informer sur la déclaration de travail.
- Retards des transports : les délégations de l'état aux régions ne suivent pas.
- Ne pas regrouper les communes et les régions.

4. La transition écologique

- Logements à rénover pour une meilleure isolation.
- Transports en commun de préférence gratuits.
- Des pistes cyclables pour encourager les déplacements en vélo.
- Encourager la mobilité partagée.

- Accélérer la production d'énergie locale : panneaux solaires.
- Interdire les pesticides.
- Protéger la biodiversité en stoppant l'étalement urbain.
- Avoir tous accès à la nature.
- Proposer des meilleures aides pour isoler les maisons.
- Une vraie recherche et des solutions contre les moustiques tropicaux.
- Diminuer la pollution.
- Etudier l'aménagement d'arbres sur les communes.
- Ecouter les idées des personnes souhaitant créer des métiers pour répondre à la question de l'écologie.
- Tri sélectif : peu aménagé, mettre plus de poubelles et plus d'informations.
- Une législation sur les produits d'hygiène.
- La transparence de l'état sur les taxes.

5. Autres thèmes

- Réseaux sociaux : une meilleure sécurité.
- Logements : contenir l'inflation immobilière.
- Emploi : exiger des contrats.
- Augmenter la prévention par les médias (santé).
- ISF : remettre en place l'ISF.
- Retraités : augmentation de la retraite.
- Assurances maladie : dépendances et soins, redéfinir le périmètre.
- Une meilleure différenciation entre la rémunération due au travail et la rémunération des aides sociales.
- Immigration : accepter les migrants mais contrôler.
- Education : que les parents se sentent plus responsables, qu'ils accompagnent et transmettent les valeurs à leurs enfants.
- Europe : promouvoir les échanges scolaires.
- Plus de recherches pour les bactéries multi résistantes.

Les citoyens attendent des retours de ce débat, Ils souhaiteraient que l'Etat prenne immédiatement une ou deux décisions dans chaque grand sujet.

Bernard ROMIER, Maire de Grézieu-la-Varenne